



**PRÉFET  
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

**Arrêté préfectoral N° 47-2025-09-22-00001 du 22 septembre 2025**

Portant mise en demeure

à l'encontre de la société NEXSTONE, exploitant une carrière de sable et de graviers sise lieux-dits  
"Pesqué", "Au Pont de la Peyre", "Fittes", "Mouliné" et "Troutet"  
sur le territoire de la commune de Layrac (47390)

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le préfet de Lot-et-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L.541-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°47-2021-03-12-002 du 12 mars 2021 autorisant la société GAÏA Établissement Lot-et-Garonne à exploiter une carrière de sable et de graviers aux lieux-dits "Pesqué", "Au Pont de la Peyre", "Fittes", "Mouliné" et "Troutet" sur la commune de LAYRAC ;

**Vu** l'arrêté Préfectoral complémentaire n°47-2024-04-06-0001 autorisant le changement d'exploitant de la société GAÏA vers la société CMGO d'une carrière sur la commune de Layrac ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 août 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

**Considérant** que l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°47-2021-03-12-002 du 12 mars 2021 susvisé stipule que :

- « L'exploitant prévoit une extraction continue au printemps et à l'été afin d'éviter la nidification de certaines espèces dans la zone d'extraction en activité.
- Le phasage des diverses zones d'exploitation est strictement respecté afin d'éviter le retour d'exploitation sur des zones déjà extraites puis délaissées » ;

**Considérant** que, lors de la visite du 4 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement constate que :

- les travaux de remise en état des parcelles C 925 et C 927, commune de Layrac, ont été interrompus au mois de mars 2025 en raison de conditions météorologiques incompatibles avec les opérations à réaliser, et que ces travaux ont repris la semaine du 2 au 6 juin 2025 ;

- une espèce protégée a investi lesdites parcelles pour nidification tel qu'il a été constaté par un écologue lors de sa visite du 24 mai 2025 ;

**Considérant**, dès lors, que les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 47-2021-03-12-002 du 12 mars 2021 susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°47-2021-03-12-002 du 12 mars 2021 susvisé stipule que « les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement » ;

**Considérant** que, lors de la visite du 4 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement constate que l'exploitation de la carrière comportant les parcelles C 925 et C 927, commune de Layrac, a porté atteinte à une espèce protégée ;

**Considérant** que, lors de la visite du 4 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement constate en outre que l'exploitant n'a pas communiqué à l'écologue chargé du suivi du site, ni à l'inspection des installations classées, la modification imposée par les conditions météorologiques du calendrier des travaux de remise en état, que l'écologue n'a pas informé l'exploitant de la présence d'une espèce protégée sur une zone encore en exploitation, et que ces transmissions d'informations sont de nature à limiter les impacts de l'activité sur l'environnement ;

**Considérant**, dès lors, que les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 47-2021-03-12-002 du 12 mars 2021 susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Nexstone de respecter les prescriptions qui lui sont applicables ;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Lot-et-Garonne,

#### **ARRETE :**

##### **- Article 1 – Mise en demeure de respect de prescriptions au titre de l'article L.171-8 I**

La société Nexstone, dont le siège social est situé 1 rue du colonel Pierre Avia à Paris (75015), exploitant une carrière alluvionnaire sise aux lieux-dits "Pesqué", "Au Pont de la Peyre", "Fittes", "Mouliné" et "Troutet", commune de LAYRAC, est mise en demeure, dans un **délai maximal d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral n°47-2021-03-12-002 du 12 mars 2021 en prenant et formalisant les mesures organisationnelles, préalablement approuvées par la DREAL, garantissant que les opérations de remise en état ne connaissent aucune interruption au printemps et en été, et qu'aucune surface ne soit remise en exploitation après avoir été délaissée ;
- de respecter les dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°47-2021-03-12-002 du 12 mars 2021 en établissant toute mesure matérielle et/ou organisationnelle, fondée sur le retour d'expérience de l'accident du mois de juin 2025 et préalablement approuvées par la DREAL, permettant de prévenir un accident de ce type.

Ces mesures sont formalisées en procédures et pourront faire l'objet de prescriptions complémentaires.

- **Article 2** – En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

- **Article 3 – Délais et voies de recours (art. L. 171-11 du Code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

- **Article 4 – Information des tiers - exécution**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Lot-et-Garonne, pendant une durée minimale de deux mois.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Layrac pour y être consultée par toute personne intéressée. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société Nexstone.

Copie en sera adressée à monsieur le secrétaire général de la préfecture du Lot-et-Garonne, monsieur le maire de la commune de Layrac, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle Aquitaine, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agén, le 22 SEP. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,



Cédric BOUET